

blica, di creare alloggi concepiti per famiglie, anziani e invalidi e conservare aree abitabili a prezzi favorevoli mediante lievi risanamenti. Il promovimento dell'accesso alla proprietà resta inoltre un compito permanente di notevole importanza sociologica.

Dal punto di vista del Consiglio federale, una modificazione fondamentale del sistema di promovimento non si rende quindi necessaria. D'altra parte, la LCAP costituisce l'oggetto di un riesame sulla base delle esperienze accumulate finora e nella prospettiva dei compiti futuri relativi alla politica dell'abitazione, riesame dal quale potrebbe scaturire, se del caso, un adeguamento dell'aiuto federale.

2. Per il momento, in Svizzera non esiste una statistica esautiva sui redditi determinata per regione e non è perciò possibile fornire dati affidabili sulla parte della popolazione suscettibile di beneficiare dell'aiuto federale.

Il perno dell'aiuto federale resta la diminuzione dei costi di nuove abitazioni. Gli strumenti a tale riguardo sono la riduzione di base e la riduzione suppletiva. Il limite di reddito per beneficiare di quest'ultima è generoso poiché esso è fissato a 50 000 franchi, misurato sui salari lordi medi degli operai e degli impiegati situati tra 4800 e 6000 franchi secondo la statistica sui salari e le paghe effettuata dall'Ufficio federale dell'industria, delle arti e mestieri e del lavoro nell'ottobre 1992. Le pigioni delle nuove abitazioni sono nondimeno alte e, senza aiuto pubblico, risultano proibitive anche per queste categorie di reddito. Il diritto alla riduzione suppletiva è attualmente oggetto di un esame effettuato in collaborazione con gli uffici cantonali.

Erklärung des Interpellanten: befriedigt
Déclaration de l'interpellateur: satisfait

94.3263

Interpellation Schmiéd Walter

Rinderwahnsinn. Statistik

Maladie des vaches folles. Statistiques

Wortlaut der Interpellation vom 16. Juni 1994

Neben Grossbritannien weist die Schweiz am meisten Fälle von Rinderwahnsinn auf. Die Gründe für die Häufigkeit dieser Krankheit sowie das Ausmass des Ansteckungsrisikos für den Menschen sind noch weitgehend unbekannt. Darum wird der Bundesrat gebeten, die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Unterscheiden sich die in der Schweiz angewandten Erhebungsverfahren von denjenigen unserer Nachbarländer?
2. Wie beurteilt der Bundesrat die in der Schweiz bisher angewandten Schutzmassnahmen?
3. Wie schätzt der Bundesrat das Ansteckungsrisiko für den Menschen oder den Zusammenhang dieser Tierkrankheit mit der Creutzfeld-Jakobschen Krankheit ein?
4. Hat der Bundesrat die Absicht, die neuen Massnahmen zur Verhinderung einer weiteren Ausbreitung des Rinderwahnsinns mit unseren Nachbarländern zu koordinieren?

Texte de l'interpellation du 16 juin 1994

A côté de la Grande-Bretagne, c'est la Suisse qui annonce le plus de cas de maladie des vaches folles. Les raisons qui expliquent la fréquence de cette maladie, de même que le risque de transmission à l'homme sont encore largement inconnus. Aussi, le Conseil fédéral est-il prié de répondre aux questions suivantes:

1. Les procédés statistiques appliqués en Suisse concernant la maladie des vaches folles diffèrent-ils de ceux utilisés dans les pays voisins?
2. Comment le Conseil fédéral apprécie-t-il les mesures de protection prises jusqu'ici en Suisse?

3. Comment le Conseil fédéral apprécie-t-il le risque de transmission à l'homme, voire le rapport de cette affection bovine avec la maladie de Creutzfeld-Jakob?

4. Le Conseil fédéral a-t-il l'intention de coordonner avec les pays voisins de la Suisse les nouvelles mesures visant à empêcher la propagation de la maladie des vaches folles?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 7. September 1994

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 7 septembre 1994

1. L'ESB est soumise à l'annonce obligatoire dans toute l'UE – de même qu'en Suisse – depuis 1990. Autrement dit, celui qui détient, garde ou soigne des animaux a l'obligation d'annoncer sans délai toute suspicion d'épizootie à un vétérinaire officiel qui ordonne les examens nécessaires pour élucider le cas.

On peut noter des différences avec nos voisins dans l'exécution et l'organisation, notamment en ce qui concerne l'information et la sensibilisation des détenteurs d'animaux, des vétérinaires et des laboratoires spécialisés effectuant les examens. Suite au premier cas survenu dans notre pays, les milieux concernés ont été mis au courant par les médias et une campagne d'information ciblée sur la symptomatologie de l'épizootie et les mesures à prendre a été lancée; en outre, un laboratoire de référence pour le diagnostic de l'ESB a été mis en place. C'est ainsi que, depuis trois ans maintenant, une centaine de bovins présentant des symptômes neurologiques suspects ont été soumis chaque année au dépistage de l'ESB. Selon les informations dont nous disposons, la France et l'Allemagne ont institué des laboratoires spéciaux pour le diagnostic. En Allemagne, les spécialistes recourent à l'expérimentation animale pour confirmer le diagnostic d'ESB, ce qui peut nécessiter une à deux années jusqu'à ce que le résultat soit connu. Il n'existe cependant pas de données officielles sur le nombre de cas cliniquement suspects ayant dû être élucidés dans un laboratoire de diagnostic.

Sur la base des données actuelles, on ne peut répondre pour le moment à la question de savoir jusqu'à quel point les différences dans la manière d'élucider les cas suspects influent sur le nombre de cas d'ESB annoncés dans chacun des pays.

2. L'interdiction de nourrir les ruminants avec de la farine de viande et d'os permet d'interrompre efficacement la chaîne de l'infection; en l'état actuel de nos connaissances, l'affouragement de farines animales contaminées constitue en effet la seule voie de transmission importante de cette maladie.

Les prescriptions visent en outre à empêcher que des matières infectieuses arrivent dans les farines animales: les animaux atteints d'ESB sont incinérés, les organes potentiellement infectés de bovins de boucherie âgés de plus de six mois sont soumis, au même titre que des déchets animaux à haut risque, à un traitement thermique de plus de 130° C.

Les deux armes principales de la lutte, à savoir l'interdiction d'affourager des farines animales d'une part, l'élimination des animaux malades et des organes potentiellement infectés d'autre part, permettent d'éviter une nouvelle propagation de la maladie.

3. Outre les mesures pour éradiquer l'épizootie dans les populations de bovins, des mesures préventives ont été prises pour protéger les consommateurs. Elles consistent d'une part à contrôler les bovins de boucherie âgés de plus de 18 mois immédiatement avant l'abattage de manière à détecter d'éventuels symptômes cliniques suspects, d'autre part à interdire la mise dans le commerce d'organes et de tissus potentiellement dangereux (cervelle, moelle épinière, thymus, rate et intestin). Depuis 1991, l'Office intercantonal de contrôle des médicaments (OICM) a édicté quant à lui une série de mesures destinées à prévenir les risques dans le domaine pharmaceutique.

En l'état actuel des connaissances scientifiques, les mesures prises paraissent suffisantes.

Au vu des données épidémiologiques dont nous disposons, il n'existe pas de lien entre les encéphalopathies spongiformes chez l'animal et la maladie de Creutzfeld-Jakob.

L'apparition de l'ESB a conduit les autorités et les scientifiques à accorder plus d'attention aux questions qui se posent dans le domaine des encéphalopathies dégénératives chez l'homme et l'animal. Il s'agira dans les années qui viennent d'axer la recherche sur ce domaine.

4. Le Conseil fédéral est en principe intéressé à une coordination des mesures avec l'UE. Depuis peu, cette dernière a pris des mesures identiques à la Suisse. Si l'UE devait en envisager de nouvelles allant au-delà des prescriptions suisses, le Conseil fédéral pourrait les adopter, à condition qu'elles reposent sur une base scientifiquement étayée.

Erklärung des Interpellanten: befriedigt

Déclaration de l'interpellateur: satisfait

94.3300

Interpellation Ruckstuhl Förderung der Bienenzucht Encouragement de l'apiculture

Wortlaut der Interpellation vom 17. Juni 1994

Die Aktualität der Bienenseuche Varroa hat an Bedeutung leider nicht eingebüsst. Forschung in bezug auf die Resistenz- und Rückstandsproblematik ist um so dringlicher, als sich die ersten Anzeichen der Wirkungslosigkeit von bekannten Varroabekämpfungsmitteln zeigen.

Ist der Bundesrat bereit, die Varrooserecherche sowie die Bienenzucht zu fördern?

Texte de l'interpellation du 17 juin 1994

On est forcé de constater aujourd'hui que la varroase, épizootie des abeilles, continue de sévir dans les ruchers. Dès lors, il est urgent d'accroître la recherche sur la résistance à cette maladie et sur les résidus qu'elle peut laisser dans le miel, et ce, d'autant plus que les moyens connus de lutte contre la varroase se révèlent peu à peu inefficaces.

Le Conseil fédéral est-il prêt à promouvoir la recherche dans ce domaine et à encourager l'apiculture?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Forschung und Beratung im Bereich der Bienenzucht dienen der Erhaltung der Imkerei, die mit ihren gemeinwirtschaftlichen Leistungen in der Natur, bei der Bestäubung pflanzlicher Kulturen, volkswirtschaftlich wie ökologisch von grossem Nutzen ist. Die Bienenzucht ist aber heute stark gefährdet.

Als erster Aspekt sind die Krankheiten zu nennen: Die Bienenseuchen haben die Imkerei periodisch wiederholt in ihrem Lebensnerv zu treffen versucht (Faulbrut, Sauerbrut, Milbenseuchen, Virose). Der Bund nahm deshalb die staatliche Bekämpfung wichtiger Bienenkrankheiten im Tierseuchengesetz auf. Die Bienenseuche Varroa ist als jüngstes Glied in dieser Kette von Krankheitszügen noch nicht in allen Belangen erforscht. Die in der Tierseuchenverordnung verankerten Aufgaben des Bundes dürfen deshalb nicht vernachlässigt werden. Unter Abgeltung könnten die Aufgaben im Bereich des Bienengesundheitsdienstes vermehrt an die Kantone delegiert werden. Wie stellt sich der Bundesrat zu dieser Aufgabenteilung?

Ein zweiter Aspekt ist die internationale Forschungszusammenarbeit, die vom Bund nicht vernachlässigt werden darf.

Bienenkrankheiten entwickeln sich im angrenzenden Ausland ähnlich. Der Austausch von Forschungsergebnissen würde Doppelpurigkeiten vermeiden und Synergismen wecken. Allerdings darf die Forschungsarbeit in der Sektion Bienen der Forschungsanstalt Liebefeld-Bern nicht geschwächt werden, sonst wäre die angestrebte Forschungstätigkeit mit dem Ausland unrealistisch. Wir möchten dabei den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes, Bundesrat Jean-Pascal Delamuraz, an sein Versprechen erinnern, das er nach der Interpellation von Ständerätin Esther Bühler (Sommer session 6. Juni 1990) abgegeben und von Unterstützung der Bienenzucht in bezug auf die Varroose gesprochen hat.

Der dritte Aspekt betrifft die Innovationsförderung im Bereich der Imkerei. Die Bienenzucht hält zwar bei der Bestäubung pflanzlicher Kulturen (Obst, Raps, Samenproduktion) eine wichtige Funktion inne. Diese Bestäubungsleistung ist mit den ökologischen Leistungen im Bereich des Pflanzenbaues und der Tierhaltung vergleichbar, sie wird aber vom Bund – im Gegensatz zum Ausland – nicht abgegolten. Die einheimische Bienenzucht fällt diesbezüglich aus dem Rahmen der Förderungsmassnahmen im Bereich der Agrarpolitik, weil ihr die «Bodenabhängigkeit» fehlt. Eine Unterstützung des Bundes in Form von ökologisch begründeten Direktzahlungen für die Bienenzucht wäre im Hinblick auf die schwierig gewordenen Verhältnisse im Honigabsatz (Freihandel) wichtig. Dies würde gleich lange Spiesse gegenüber der ausländischen Konkurrenz schaffen. Im Bereich der Innovationsförderung werden beispielsweise in Frankreich für junge Imkerbetriebe Starthilfen und Risikobeiträge gesprochen, in Italien Arbeitskosten übernommen (und gleichzeitig wird Honig für den Export in die Schweiz als Drittland der EU verbilligt).

Wie stellt sich der Bundesrat zur Förderung der Bienenzucht als Nischenproduktion?

Wie stellt er sich zur Bestäubungsprämie?

Wie stellt er sich zur Förderung der Bienenzucht im Dienste der Umwelterziehung?

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 7. September 1994

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 7 septembre 1994

Die Sektion Bienen der eidgenössischen landwirtschaftlichen Forschungsanstalt für Milchwirtschaft Liebefeld-Bern (FAM) ist, in enger Zusammenarbeit mit ausländischen Forschungsinstituten, seit über zehn Jahren in der Varrooserecherche tätig. Sie informiert die Imkerschaft in zahlreichen Kursen, Versammlungen und in Fachzeitschriften über Wesen und Bekämpfung dieser Krankheit.

Auch die Bienenzucht als Nischenproduktion wird der Bund weiterhin über die Sektion Bienen fördern. Zusätzlich richtet er an die Kosten der bienenwirtschaftlichen Kurse und Vorträge sowie an die Beratung Beiträge in der Höhe von rund 160 000 Franken (1993) aus. In dieser Beratungstätigkeit kommen auch Umweltprobleme, so z. B. die Rassenvielfalt, zur Sprache.

Im Rahmen der vom Bundesrat am 1. Juli 1992 beschlossenen Redimensionierung der sieben eidgenössischen landwirtschaftlichen Forschungsanstalten (u. a. Abbau von rund 100 Etatstellen) musste aber auch die Sektion Bienen auf mögliche Einsparungen hin untersucht werden. Insbesondere wurde die Frage gestellt, welche Synergien sich durch eine Verlegung der Sektion Bienen von der FAM in die eidgenössische landwirtschaftliche Forschungsanstalt für Obst-, Wein- und Gartenbau Wädenswil (FAW) ergeben würden. Aus diesem Grund wurde eine verwaltungsinterne Arbeitsgruppe aus Vertretern der FAM, der FAW und des Bundesamtes für Veterinärwesen (BVET) eingesetzt.

Aufgrund eines von der Arbeitsgruppe vorgelegten Berichtes wurde von einer Verlegung nach Wädenswil abgesehen. Die Zahl der Etatstellen muss aber von sieben auf fünf reduziert werden. Dies wird zwangsläufig zu einem gewissen Abbau von Dienstleistungen führen. Die Vorschläge der FAM bezüglich vorzunehmender Kürzungen in der Sektion Bienen wurden den interessierten Kreisen (Bienenzuchtvereine, BVET, Kantonstierärzte) am 27. April 1994 in einer gemeinsamen

Interpellation Schmied Walter Rinderwahnsinn. Statistik

Interpellation Schmied Walter Maladie des vaches folles. Statistiques

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.3263
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.10.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1927-1928
Page	
Pagina	
Ref. No	20 024 598

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.